

# Motion de soutien des camarades du Cher aux camarades de Haute Garonne

Bourges, le 04/04/2019

Comme nous, nos camarades de Haute-Garonne se battent pour une certaine idée de la fonction publique, du service public proche des citoyens, au service de tous.

Depuis 10 semaines maintenant, nos collègues de Haute-Garonne se mobilisent **en intersyndicale** pour sauvegarder nos missions et nos emplois, se mobilisent contre les projets mortifères du gouvernement et de la Direction Générale.

Les camarades de Haute-Garonne avaient dès le début de leur mouvement local demandé l'ouverture d'un dialogue social à leur DRFiP. Cette demande leur a été refusée.

Aussi, c'est avec consternation que nous avons appris lundi 1<sup>er</sup> avril qu'une quarantaine de nos collègues de Haute-Garonne ayant participé aux blocages de plusieurs sites étaient **convoqués en référé au Tribunal Administratif de Toulouse**....

Alors qu'aucun blocage n'était décidé cette semaine là, la DRFiP de Haute-Garonne traîne 40 de ses agents devant le TA invoquant **l'urgence et l'illégalité paralysant le travail et le service public**.

Hier mercredi 3 avril, ces mêmes collègues apprenaient au dernier moment que la Direction Générale demande **1 000 € de réparations par agent et par jour de blocage !**

Cette réponse judiciaire de la DRFiP de Haute-Garonne aux légitimes revendications de nos collègues est **INADMISSIBLE !!!**

**Comment un tel comportement procédurier de la part du DRFiP de Haute-Garonne qui préfère la judiciarisation au dialogue, peut-il obtenir l'aval de la DG!**

L'autoritarisme, l'intimidation, la provocation et l'attitude procédurière sont l'apanage des « petits » sans convictions ni arguments à l'encontre des hommes et des femmes respectueux, aux revendications légitimes, que sont nos collègues de Haute-Garonne.

**Camarade de Haute-Garonne vous avez notre soutien plein et entier et nous ne vous laisserons pas seul face à cette tentative ignominieuse !**

**Nous demandons à la DG de verser 1000 € par jour et par agent de la DGFiP en invoquant l'urgence et les absurdités des réformes paralysant le travail et le service public.**